

BREST, 9, 10, 11 FÉVRIER 2022

ONE OCEAN  
SUMMIT

THE ONE PLANET  
SUMMIT  
FOR THE OCEAN  
PETIT MANUEL AFNU



ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LES NATIONS UNIES

- 01 Présentation
  - 02 Quatre thèmes principaux
  - 03 L'Union Européenne
  - 04 Autres participants
  - 05 Suite : L'année et la décennie de l'océan
- 

# GLOSSAIRE



NET SUMMIT  
AN  
2022 - BREST



# UN SOMMET POUR AGIR FACE AUX MENACES SUR L'Océan

Pour mobiliser la communauté internationale et agir concrètement à réduire les pressions sur l'Océan, le One Ocean Summit s'est tenu à Brest du 9 au 11 février. Ce « One Ocean Summit » s'est tenu dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne et fut organisé avec le soutien des Nations Unies.

Une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement répondirent positivement à l'invitation du Président de la République française à s'engager pour l'océan lors du One Planet Summit for the Ocean à Brest. Autour de 4 thèmes principaux - la protection des écosystèmes marins, la lutte contre la pollution, la lutte contre le changement climatique et la gouvernance des océans - des représentants du monde politique et du secteur privé se sont réunis pour discuter de l'avenir de notre océan mondial.

Le sommet eu pour objectif de relever le niveau d'ambition de la communauté internationale sur les sujets maritimes et de traduire en actions concrètes notre responsabilité partagée sur l'Océan.

Les 9 et 10 février plus d'une trentaine d'évènements, rencontres, et initiatives ont eu lieu. Ils ont couvert une multitude de thèmes de portée globale pour aborder l'océan dans toutes ses dimensions.

Dans la matinée du 11 février, le Président Emmanuel Macron a réunit des chefs d'Etat et de gouvernement, responsables d'institutions multilatérales, chefs d'entreprises, et décideurs de la société civile pour prendre des engagements ambitieux.



# L'INITIATIVE FRANÇAISE

Au sein d'une Europe pionnière en matière de protection des océans, la France, qui détient le deuxième domaine maritime au monde, a une responsabilité particulière. C'est pourquoi le Président de la République a souhaité organiser un Sommet « Un Océan » dans le cadre de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Pour cet événement, la méthodologie adoptée est celle des sommets « One Planet », lancés par le Président de la République en 2017.

Après la première édition à Paris, quatre autres ont été organisées : à New York en 2018, Nairobi en 2019, à Paris de nouveau en 2021 pour une édition consacrée à la biodiversité, puis à Brest en février 2022 pour parler de l'Océan.

« La France et ses partenaires internationaux relanceront, avec vigueur et ambition, un Agenda international de l'océan, largement suspendu depuis deux ans par la crise sanitaire, a promis le président de la République. Emmanuel Macron « souhaite que ce rendez-vous donne l'impulsion nécessaire au démarrage d'une année 2022 décisive pour enrayer la dégradation de nos mers ».

En clôture du One Ocean Summit, le président a déclaré que "La mobilisation d'aujourd'hui a permis de concrétiser beaucoup d'engagements, des coalitions nouvelles d'acteurs privés et publics, d'États".

Quatre thèmes principaux :

# 1/ LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

## Les enjeux

La création d'aires protégées est un pilier essentiel de la préservation de la biodiversité. Il est aujourd'hui primordial de poursuivre et amplifier la dynamique en fixant une ambition élevée pour la décennie à venir. De plus, deux tiers de l'Océan, situés au-delà des juridictions nationales, soit 45 % de la surface de notre planète, ne peuvent pour l'heure bénéficier d'aires marines protégées.

Le potentiel des solutions basées sur l'océan pour atténuer efficacement le changement climatique et s'y adapter a été souligné par de nombreux chefs d'État et représentants des entreprises. Alors que les États du Grand Océan (Fidji, Tonga, Palau) ont rappelé les conséquences dramatiques de l'élévation du niveau de la mer et des événements extrêmes sur leur mode de vie et leur culture, la restauration et la conservation des écosystèmes côtiers ont été soulignées comme des mesures nécessaires à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique.



## Engagements

- > Plus de 30 nouveaux pays se sont engagés à rejoindre la Coalition de la Haute Ambition pour la Nature et les Peuples lancée en Janvier 2021 pour la conservation de la biodiversité. Ce sont désormais 84 pays qui portent l'objectif de protéger 30 % des terres et des mers du monde d'ici à 2030.
- > Les 27 États membres de l'Union européenne, rejoints par 16 pays tiers, ont lancé la «Coalition de la Haute ambition pour un traité de la Haute mer » afin d'œuvrer à la conclusion dès cette année d'un accord opérationnel et mondial sur l'utilisation durable de la haute mer et la protection de sa biodiversité.
- > Quatorze pays se sont engagés à renforcer la lutte contre la pêche illégale. Six d'entre eux doivent ratifier cette année l'accord du Cap de l'Organisation maritime internationale (OMI), destiné à renforcer la sécurité des navires de pêche et à lutter contre la pêche illégale.
- > Deux nouveaux pays ratifieront par ailleurs l'Accord relatif aux mesures de l'Etat du port de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui permet de contrecarrer le débarquement dans les ports des navires qui pratiquent la pêche illicite. Plusieurs membres de l'UE se sont ensuite "engagés à mobiliser leur marine d'Etat dans le cadre de missions à l'extérieur pour renforcer la surveillance de la pêche illégale".

# 2/ LA LUTTE CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE DES OcéANS

## Les enjeux

La lutte contre la pollution a également été au cœur des discussions. Ce fléau, qui touche l'ensemble des océans, a des conséquences directes sur les écosystèmes marins et les populations humaines. Hage Geingob, président de la Namibie, a pris la parole au nom des pays en développement, premières victimes de cette pollution : "Nous ne polluons pas beaucoup en Afrique, c'est vous, les pays développés, qui polluez davantage. Nous ne produisons pas de plastique et pourtant nous sommes les premiers à en subir les conséquences."

En effet, 9 millions de tonnes de plastique sont déversées dans l'océan chaque année, dont 80 % proviennent des côtes et des fleuves. Il est nécessaire d'investir massivement pour mettre à niveau les infrastructures d'assainissement et de traitement des déchets sur tous les continents.



## Engagements

La Banque européenne de reconstruction et de développement a rejoint la Banque européenne d'investissement et les banques de développement française (AFD), allemande (KfW), italienne (CDP), espagnole (ICO) qui ont uni leurs forces dans la plus importante initiative dédiée à la réduction des pollutions plastiques en mer au travers de la Clean Oceans Initiative. Ensemble, ils ont doublé leur intervention dans ce secteur en s'engageant à apporter un total de 4 Md€ de financement d'ici 2025.

La Grèce, l'Italie, la Colombie, la Corée du Sud, la Ville de Paris et la Région maritime de Grèce-Centrale ont rejoint l'«engagement mondial pour une nouvelle économie des plastiques» et 500 signataires du monde entier dont 250 entreprises.

L'Inde et la France se sont engagées ensemble dans une initiative multilatérale sur l'élimination de la pollution due au plastique à usage unique.

# 3/ UNIR NOS FORCES À CELLES DE L'OCEAN FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE



## Les enjeux

L'Océan joue un rôle déterminant dans la lutte et l'adaptation au changement climatique. Certains écosystèmes marins et côtiers (prés salés, prairies sous-marines ou mangroves) ont la capacité d'absorber et de stocker de grandes quantités de carbone : celle-ci doit maintenant être valorisée pour accélérer les projets de protection et de restauration, afin de permettre une véritable «compensation carbone bleue».

La forte croissance du transport maritime, tirée par celle du commerce mondial, nécessite de réduire rapidement et fortement les nuisances.

## Engagements

22 armateurs européens se sont engagés dans le nouveau label Green Marine Europe.

35 acteurs dont 18 grands ports européens et mondiaux se sont engagés pour accélérer la fourniture d'électricité aux navires en escale pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et réduire la pollution atmosphérique dans des métropoles portuaires souvent denses.

Afin de réduire la pollution atmosphérique, l'ensemble des pays méditerranéens, rejoints par l'Union européenne, se sont engagés à demander à l'OMI la création d'une zone à faibles émissions de soufre sur toute la Méditerranée au 1er janvier 2025. La France, l'Espagne, l'Italie et Monaco demanderont également cet été à l'OMI la création d'une Zone Maritime Particulièrement Vulnérable au regard de la forte présence de cétacés, afin de pouvoir y limiter la vitesse de navigation et réduire ainsi les collisions.



# 4/ LA GOUVERNANCE DES OcéANS : INSTALLER L'OcéAN AU CŒUR DE L'AGENDA POLITIQUE INTERNATIONAL

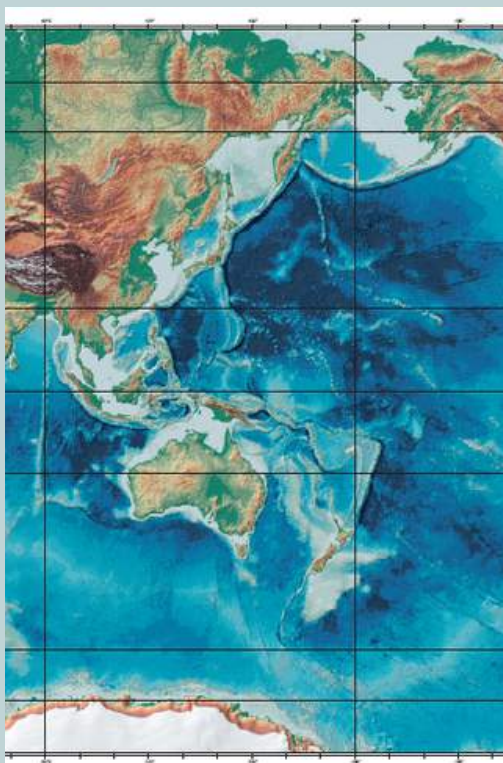
## Les enjeux

Définir une politique commune est essentiel pour une meilleure gouvernance des océans, avec par exemple la création d'un "jumeau numérique de l'océan" qui permettra de modéliser, de rassembler les savoirs et de tester des scénarios d'action, "au service de la croissance bleue européenne et de la gouvernance mondiale".

Les travaux du One Ocean Summit sont le point de départ d'une série de rendez-vous internationaux pour lesquels l'Océan sera central, notamment la Conférence des Nations Unies sur l'Océan de Lisbonne en juin, mais aussi la COP27 Climat accueillie par l'Égypte à l'automne.



== NATIONS UNIES ==  
CONFÉRENCE SUR LES  
**OcéANS**



## Engagements

Pour construire un agenda international océanique ambitieux, la France et le Costa-Rica ont proposé d'organiser ensemble en 2024 la prochaine conférence des Nations Unies sur l'Océan.

L'Union européenne s'est engagée à se doter d'un "jumeau numérique de l'océan" pour rassembler les connaissances et de tester des scénarios d'action, au service de la croissance bleue européenne et de la gouvernance mondiale.

L'Unesco s'est aussi engagée à ce qu'au moins 80% des fonds marins soient cartographiés d'ici 2030, contre 20% actuellement. Afin d'atteindre cet objectif, d'un coût de cinq milliards d'euros, trois axes sont envisagés : la mobilisation d'une flotte de 50 navires spécialement dédiée à la cartographie des fonds marins, l'intensification du recours au sonar sur navire autonome et la transmission par les gouvernements et les entreprises des données cartographiques dont ils disposent.



# RÔLE DE L'UNION EUROPEENNE

## 1 Discours d'Ursula von der Leyen



Lors du sommet 'One Ocean', la présidente von der Leyen a annoncé trois initiatives clés de coopération pour préserver et restaurer nos océans: une nouvelle coalition internationale pour protéger la biodiversité en haute mer, qui représente 95 % des océans; un projet informatique d'envergure permettant aux chercheurs d'accéder à des simulations numériques des océans de la planète; et la mission de recherche de l'UE visant à restaurer notre océan et notre milieu aquatique d'ici 2030. Ces initiatives s'ajoutent à la contribution globale de l'UE présentée tout au long du sommet par les commissaires Gabriel, Vălean et Sinkevičius portant sur les quatre volets du sommet.

## 2 Une nouvelle coalition



La présidente von der Leyen a lancé la coalition à haut niveau pour la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale («biodiversité en haute mer»). Cette initiative souligne le rôle de chef de file de l'UE en matière de conservation des ressources marines mondiales.

## 3 Un projet informatique



L'UE a pour but de développer une plateforme numérique pour l'océan – la plateforme européenne Digital Twin Ocean - plaçant l'UE à l'avant-garde du numérique des recherches océaniques. Fondé sur des observations, des modèles, et les dernières avancées technologiques, la plateforme Digital Twin Ocean est un environnement informatique qui permettra d'évaluer différents scénarios, d'améliorer la connaissance du milieu marin et de fournir des informations fondées sur la connaissance pour étayer la prise de décisions.

## 4 La mission de recherche européenne

L'UE place la recherche et la technologie au cœur de la préservation des océans. Les «missions» constituent une nouvelle approche de l'UE pour relever de grands défis sociétaux. Elles fournissent de nombreuses ressources destinées aux recherches ciblées. Ainsi l'objectif de la mission «Restaurer notre océan et notre milieu aquatique d'ici 2030» est de garantir que l'océan joue un rôle central dans la réalisation des objectifs du pacte vert pour l'Europe à l'horizon 2030.



## Chefs d'état et société civile

41 pays ont répondu à l'invitation et contribué à très haut niveau au sommet : Allemagne, la Barbade, Canada, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Corée du Sud, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Égypte, Espagne, États-Unis, France, Gabon, Ghana, Grèce, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Madagascar, Malte, Maroc, Mexique, Monaco, Namibie, Norvège, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle Guinée, Portugal, Royaume-Uni, Sénégal, Seychelles, Tanzanie, Tonga, Tunisie. Étaient aussi présents scientifiques, ONG, et acteurs du monde économique afin de renforcer la coopération internationale pour la protection des océans.



## Armateurs européens

22 armateurs européens ont pris des engagements pour un nouveau label Green Marine Europe et des mesures dans huit domaines précis : bruit sous-marin, émissions atmosphériques polluantes, émissions de gaz à effet de serre, espèces aquatiques envahissantes, gestion des matières résiduelles, rejets huileux, recyclage des navires. Concrètement, ces armateurs de bateaux prônent une réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre et s'engagent à recycler leurs navires.



## Organisations non-gouvernementales

Un collectif de 19 ONG œuvrant pour la protection des écosystèmes marins ont demandé, dans une tribune au « Monde », que les chefs d'Etat participant au sommet de Brest s'engagent sur des mesures concrètes, comme la mise en place d'un moratoire sur l'exploitation minière en eaux profondes. L'association France Nature Environnement a fait porter la voix des citoyennes et citoyens qui sont un demi-million à avoir signé une pétition pour dire « stop » au massacre des dauphins dans le Golfe de Gascogne. L'ONG Greenpeace a, quant à elle, parlé de « blue washing » pour dénoncer le manque d'actes concrets.



# SUITE : ANNEE ET DECENNIE DE L'OCEAN

Le One Ocean Summit a marqué le début de l'année 2022 qui sera bien l'année de l'Océan. Les prochains événements internationaux qui vont jaloner l'année (les négociations BBNJ qui se tiendront en mars à New York, l'ANUE 5, la conférence de Palau, la COP15 Biodiversité, la conférence des Nations Unies sur l'Océan à Lisbonne en juin puis la COP27 Climat qui se tiendra à Charm el Cheikh) seront en effet cruciaux pour la protection de la biodiversité marine. Le rôle de l'océan pour lutter contre le changement climatique ainsi que les mangroves et herbiers marins ont été particulièrement mis en évidence et font l'objet de plusieurs engagements.

Lors du sommet One Ocean, le président des Seychelles et le premier ministre norvégien sont devenus parrains de l'Alliance pour la Décennie des Océans. Ces annonces ajoutent du poids au groupe d'éminentes personnalités déjà engagées dans l'Alliance pour la Décennie des Océans. Par l'intermédiaire de ses membres, l'Alliance a pour mandat de catalyser le soutien à la Décennie de l'océan par une mobilisation ciblée des ressources, la mise en réseau et l'influence, en tirant parti des engagements financiers et en nature et en les multipliant.

En se concentrant sur l'action et les solutions élaborées conjointement, l'Alliance pour la Décennie de l'Océan soutiendra toutes les formes d'océanographie afin de concrétiser la vision de la Décennie et de contribuer ainsi à l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Les efforts de conservation de l'océan déployés par l'UE font partie intégrante du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de construire la première économie au monde neutre en carbone d'ici à 2050 et d'enrayer la perte de biodiversité.